



AFPS Paris 14^e-6^e

ISRAËL – PALESTINE

Quelles négociations ?

Les discussions de paix entre Israéliens et Palestiniens ont repris en juillet 2013 sous les auspices des Etats-Unis après presque 3 ans de blocage.

Pendant les discussions qui se sont tenues avec la promesse israélienne de libérer 124 prisonniers, le monde, impuissant, a assisté à

Des crimes en plein jour contre la paix

Le gouvernement israélien sabotant les « négociations » imposées par les USA

- Poursuite effrénée de la construction de colonies en Cisjordanie et à Jérusalem-est en toute impunité,
- Harcèlement et humiliations des Palestiniens pour les faire partir ou les pousser à des actes de violence,

De surcroît, Israël a décidé de ne pas libérer le 4^e groupe de prisonniers, parmi les plus anciens.

Il « confisque » des droits de douane qui reviennent aux Palestiniens et qui constituent une part importante du budget de l'Etat de Palestine au prétexte que celui-ci adhère plusieurs conventions et traités internationaux après le blocage des négociations.

Et voici qu'aujourd'hui

Israël refuse le gouvernement palestinien d'unité et l'organisation d'élections démocratiques en Palestine

Association France Palestine Solidarité Paris 14^e et 6^e

Tél : 07 70 60 46 07 - email : afps.paris14.6@gmail.com

Ad. Postale : Maison des Associations Paris 14^e, Boîte 52, 22 rue Deparcieux – 75014 Paris
site national : www.france-palestine.org

Vous avez dit « négociations » ?

L'Organisation de Libération de la Palestine a annoncé en mars 2014 que les forces militaires israéliennes avaient tué 57 et blessé 897 Palestiniens depuis la reprise des négociations avec Israël en juillet. Il y a eu plus de 500 attaques de colons contre des civils palestiniens et leurs biens en Cisjordanie occupée, tandis que les forces israéliennes arrêtaient plus de 3000 Palestiniens au cours de 3767 raids militaires. Israël a également commencé les travaux pour construire 10 509 logements dans les colonies – illégales – en détruisant 146 maisons palestiniennes.

Les négociations sont arrivées à leur terme, prévu le 29 avril, sans résultats du fait d'exigences toujours nouvelles d'Israël qui n'a même pas tenu sa promesse de libérer 26 prisonniers palestiniens (qui auraient dû retrouver la liberté il y a ... 14 ans).

Les autorités palestiniennes ont alors demandé à signer un premier groupe de traités et de conventions internationales. Réaction israélienne quand les Palestiniens font appel à l'ONU par la bouche du ministre des Affaires étrangères, Avigdor Liberman : « *L'appel palestinien au Conseil des droits de l'homme de l'ONU sape la confiance et met en danger les négociations* ». Sanction d'Israël : suppression du versement à la Palestine des taxes douanières qui lui reviennent.

A la suite de discussions, l'OLP et le Hamas sont parvenus à un accord pour la constitution d'un gouvernement « technique » (c'est-à-dire composé de personnes non membres des partis) d'unité nationale (c'est-à-dire agréés par tous les partis), garantissant le respect de tous les accords signés, et chargé d'organiser des élections démocratiques.

Israël a relancé massivement hier la colonisation en représailles à un gouvernement d'union palestinien agréé par la communauté internationale. Le gouvernement de Benjamin Netanyahou a annoncé, en deux temps, des projets de construction de plus de 3 000 logements de colons en Cisjordanie et à Jérusalem-Est occupées. Israël a fort mal pris la reconnaissance internationale du cabinet palestinien de « consensus national », surtout de la part de son allié américain qu'il a accusé de « trahison ». L'Orient-Le Jour du 8 juin 2014

**Pour Israël, l'Etat de Palestine ne devrait pas exister.
Il ne doit pas signer de conventions internationales,
et surtout doit rester le plus divisé et morcelé possible.
Ce n'est pas ainsi que l'on va vers la paix.**